

NAÎTRE EN ALSACE
Association de droit local
Siège social : CMCO – 19, rue Louis Pasteur
67300 SCHILTIGHEIM

Siret : 794 222 448 00027

RAPPORT du COMMISSAIRE aux COMPTES
sur les COMPTES ANNUELS
Exercice de clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée générale de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Naître en Alsace relatifs à l'exercice clos le 31/12/2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entités, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entités et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activités du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

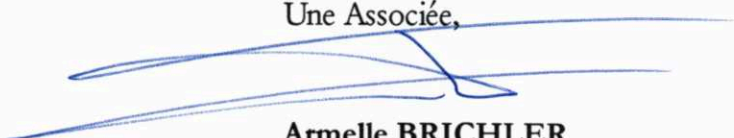
Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Villers-Lès-Nancy, le 9 mai 2022

EXPERTIS Partenaires & Associés

Commissaire aux Comptes

Une Associée,



Armelle BRICHLER

Commissaire aux Comptes

Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

COMPTE DE RESULTAT

Produits d'exploitation (1)	Exercice N 31/12/2021	Exercice N-1 31/12/2020	Ecart N / N-1 Euros	%
Cotisations	15 582	12 790	2 792	21.83
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	22 400	7 600	14 800	194.74
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	354 914	370 332	15 418	4.16
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 660	270	2 390	885.19
Utilisations des fonds défilés	13 000	5 153	7 847	152.30
Autres produits	3	0	3	578.72
Total I	408 559	396 145	12 414	3.13
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	356 951	326 888	30 064	9.20
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	273	37	237	646.89
Salaires et traitements	24 937	3 804	21 133	555.59
Charges sociales	6 648	1 370	5 277	385.07
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	21 402	22 158	756	3.41
Dotations aux provisions				
Report en fonds défilés	1	13 000	13 000	100.00
Autres charges		0	0	247.06
Total II	410 211	367 257	42 955	11.70
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	1 653	28 888	30 541	105.72

(1) Total produits affectés à des exercices antérieurs
(2) Total charges affectées à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

Produits financiers	Exercice N 31/12/2021	Exercice N-1 31/12/2020	Ecart N / N-1 Euros	%
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	218	168	50	29.75
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	218	168	50	29.75
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	218	168	50	29.75
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	1 434	29 056	30 491	104.94
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	19 267	20 008	102	100.00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			742	3.71
Total V	19 267	20 111	844	4.20
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital		1 550	1 550	100.00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI	19 267	18 561	706	3.80
4. Résultat exceptionnel (V-VI)				
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I+III+V)	428 044	416 424	11 620	2.79
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	410 211	368 807	41 405	11.23
5. EXCEDENT OU DEFICIT	17 832	47 617	29 785	62.55

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 292 091.68 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 408 558.69 Euros et dégageant un excédent de 17 832.30 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Néant

Conséquences de l'événement Covid-19 : IMPACT NON SIGNIFICATIF

L'événement Covid-19 n'a pas eu d'impact significatif sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'entreprise. Etant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Information relative aux traitements comptables induits par l'épidémie de Coronavirus

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de l'entité au 31/12/2021 ont été arrêtés sans aucun ajustement lié à l'épidémie du Coronavirus.

les éléments suivants reflètent uniquement les conditions qui existaient à la date de clôture, sans tenir compte de l'évolution ultérieure de la situation :

- la valeur comptable des actifs et des passifs
- la dépréciation des créances clients
- la dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles
- la dépréciation des stocks
- les impôts différés actifs
- le chiffre d'affaires
- les « covenants » bancaires

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

EXPERTIS PARTENAIRES et Associés
Commissaire aux comptes

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Dérogations

A l'exception des dérogations suivantes :

Néant

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

Néant

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL	10 381		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	133 044		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	14 989		
TOTAL	148 033		
TOTAL GENERAL	158 414		

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			10 381	10 381
TOTAL			133 044	133 044
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			14 989	14 989
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			148 033	148 033
TOTAL			158 414	158 414
TOTAL GENERAL				

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	6 255	840		7 095
TOTAL	101 427	18 103		119 530
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	9 095	2 459		11 554
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	110 522	20 562		131 084
TOTAL	116 777	21 402		138 179
TOTAL GENERAL				

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires
Autres immob.incorporelles	840		
TOTAL	18 103		
Instal.techniques matériel outillage indus.	2 459		
Matériel de bureau informatique mobilier	20 562		
TOTAL	21 402		
TOTAL GENERAL			

EXPERTIS PARTENAIRES et Associés
Commissaire aux comptes

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Report à nouveau	9 6 825	47 617		0 -	144 442
Excédent ou déficit de l'exercice	47 617	47 617 -	17 832		17 832
Situation nette	144 442		17 832		162 274
Subventions d'investissement	37 074			19 267	17 807
TOTAL I	181 516		17 832	19 267	180 081

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Débiteurs divers		8 603	8 603	
Charges constatées d'avance		3 096	3 096	
TOTAL		11 699	11 699	

Etat des dettes		Montant brut	A 1 an au plus	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés		109 385	108 385	
Personnel et comptes rattachés		1 124	1 124	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		1 266	1 266	
Autres impôts taxes et assimilés		35	35	
Autres dettes		1 200	1 200	
TOTAL		112 010	112 010	

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

	Valeurs	Taux d'amortissement
Logiciel	6 181	100,00
Logiciel	4 200	20,00

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Matériel et outillage	Linéaire	7 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 à 4 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 7 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 401-6
Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		REPORTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Prélevé global	Dont : subventions		Prélevé global	Dont : fonds dédiés *
Subventions d'exploitation	13 000						
Dont : décaissements	13 000		13 000				
TOTAL	13 000		13 000				

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux dernières exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Détail des produits à recevoir

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	61 180
Dettes fiscales et sociales	1 343
Total	62 523

Détail des charges à payer

	Montant
FOURNIS:FACT.NON PARVENUE	
- HUS 2021 NETTOYAGE	527
- HUS 2021 FLUIDES	2 280
- HUS 2021 AFFRANCHISSEMENT	3 249
- HUS 2021 LOYER	4 637
- HUS 2021 FOURNITURES	305
- SALAIRE CREUTMEYER 4TR21	21 866
- SALAIRE SADAOUI 4TR21	7 734
- SALAIRE FESSEL 4TR21	12 673
- PROV HONO EXPERTIS	2 800
- PROV HONO LGA	2 500
- CRIH TELECOM 2021	2 610
- CONGES A PAYER	
- PROVISION CP	859
ORG.SOC. CH/CONGES PAYES	
- PROVISION CONGES PAYES	196
ORG.SOC. CHARGES A PAYER	
- PROVISION OPCO 2021 0.55%	102
- PROVISION 1% CDD	186
Total	62 523

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	3 096
Total	3 096

EXPERTIS PARTENAIRES et Associés
Commissaire aux comptes

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Détail des charges constatées d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CHARGES CONSTAT.D'AVANCE			
- ZOOM 24.12.2021-23.01.2022	13		
- CHQ 5586423 HOSPTMEDIA	93		
- PRLV OVH EMAILS+HIEBERGEMENT	131		
- VIR MAJF 2022	2 860		
Total	3 096		

Subventions d'équipement

- 182 € en 2017, reprise sur 3 ans
- 80 076 € en 2015, reprise sur 6 ans
- 4974 € en 2016, reprise sur 6 ans
- 3902 € en 2017, reprise sur 6 ans
- 3015 € en 2019, reprise sur 6 ans
- 5324 € en 2020, reprise sur 3 ans
- 4200 € en 2020, reprise sur 5 ans

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

Aucun dirigeant bénévole n'a été rémunéré sur l'exercice.

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Quote-part subv' invest virée au Rt	19 267	77700000
Total	19 267	

Transferts de charges

Nature	Montant
Participation aux frais de repas	2 660
Total	2 660